

CAI
TA 87
-2007

Office national
des transports
du Canada

Government
Publications



The New National Transportation Act

Mergers and Acquisitions



Canada

Ensuring Fair Competition

In today's dynamic business environment there are regular changes in ownership and control in the transportation sector as companies expand, merge or acquire interests in other companies. Such shifts may have substantial impact on industries, markets, and regions of Canada — but may not always be in the public interest.

The National Transportation Agency, created by the new Act, is responsible for ensuring that changes in the transportation sector brought about by mergers or acquisitions do not adversely affect the broad public interest.

The Agency is empowered to review a merger or acquisition if an objection is received from a person who feels the transaction is against the public interest.

There are strict limits provided in the Act concerning the time allowed for objections to be filed, as well as for the Agency to reach a decision on whether the proposed transaction is against the public interest.

These time limits are intended to reduce, as far as practicable, any uncertainty for any persons operating, or planning to operate, in the transport sector.

The Review Process

What type of transactions are subject to review?

- Any acquisition by a foreign or domestic entity of a major interest (i.e. substantially all of the assets or at least 10% of the voting shares) of any federally-regulated transportation business with over \$10 million in assets or gross annual revenues in Canada.
- The Governor in Council may exempt certain types of transactions from review.

How does the review process work?

- An acquiring party is required to give notice to the Agency of the proposed merger or acquisition. The transaction must not proceed until notice is received from the Agency that the proposed transaction is not subject to review, or, if the transaction is subject to review, 30 days after the Agency's decision.
- On receipt of notice of a proposed acquisition, the Agency must inform the Minister and provide appropriate public notice. This notice will set a specific time limit for the filing of objections to the proposed acquisition. Only objections claiming the proposed transaction is against the public interest can be considered by the Agency.
- The Agency may disclose privileged information on the proposed acquisition if considered appropriate.
- Any person may file an objection within the prescribed time limit, alleging that the proposed acquisition is contrary to the public interest.

- If the acquiring party is foreign-owned the merger or acquisition may be subject to review under the Investment Canada Act. The Agency review process does not apply until such time as the review under the Investment Canada Act is completed.

Complaints and Compliance

- On receipt of an objection concerning the public interest, the Agency must inform the Minister and then proceed with its review of the acquisition (through public hearings if necessary).
- The Agency must determine, within 120 days, whether or not to disallow the proposed acquisition and advise the applicant, the objector(s) and the Minister accordingly.
- Within 30 days of any Agency decision in respect of a proposed acquisition the Cabinet may, on its own or on application by any person, rescind that decision.
- Failure to comply with these provisions may result in court orders imposing penalties of up to \$25,000 per day, directing the divestiture of the acquisition, suspending any rights to the acquisition, or transferring the interest (including share-voting rights) to a trustee.

This pamphlet is one of a series outlining key features of the National Transportation Act and the Motor Vehicle Transport Act. Limitations or restrictions may apply in some cases.

The complete series of pamphlets includes:

- 1) The New Framework for Rail Transportation
- 2) Rail Network Rationalization
- 3) Rail Rate Pricing and Competitive Access
- 4) A New Framework for Air Transportation
- 5) Air Transportation in Northern and Remote Areas
- 6) Northern Marine Resupply
- 7) Assistance for Travellers with Disabilities
- 8) Mergers and Acquisitions
- 9) Dispute Resolution
- 10) The New Motor Vehicle Transport Act

For further information, please contact:

The Secretary
National Transportation Agency
Ottawa, Ontario
K1A 0N9

Telephone: (819) 997-0344
Telex: 053-4254 or 053-3615
Facsimile: (819) 997-6727



La nouvelle Loi nationale sur les transports

Fusions et acquisitions

Une juste concurrence

De nos jours, le dynamisme du monde des affaires se traduit par des changements constants de propriété et de contrôle dans le secteur des transports, au fur et à mesure que les compagnies grandissent, fusionnent ou acquièrent des intérêts dans d'autres compagnies. Ces changements peuvent avoir des répercussions importantes sur les industries, les marchés et les régions du Canada, mais ils sont parfois préjudiciables à l'intérêt public.

L'Office national des transports, créé par la nouvelle Loi, a pour mission de veiller à ce que les changements occasionnés par les fusions et les acquisitions dans le secteur des transports n'aient pas de répercussions néfastes sur l'intérêt public.

L'Office peut procéder à l'examen d'une fusion ou d'une acquisition s'il reçoit une opposition d'une personne qui juge l'opération contraire à l'intérêt public.

La Loi prévoit des échéances strictes pour le dépôt des oppositions et pour la prise de décisions par l'Office lorsqu'il est appelé à décider si l'opération proposée est contraire à l'intérêt public.

Ces délais ont été fixés dans le but d'atténuer, autant que faire se peut, l'incertitude à laquelle est exposé quiconque exploite ou entend exploiter une entreprise commerciale dans le secteur des transports.

Le processus d'examen

Quels types d'opération doivent faire l'objet d'un examen?

- Toute acquisition par une entreprise étrangère ou canadienne d'une part importante (c.-à-d., à peu près tous les éléments d'actif ou au moins 10 % des actions avec droit de vote) d'une entreprise de transport réglementée par le gouvernement fédéral qui possède, au Canada, un actif ou un chiffre d'affaires annuel brut supérieur à 10 millions de dollars.
- Le gouverneur en conseil peut soustraire certains genres d'opération à cet examen.

Comment le processus d'examen fonctionne-t-il?

- L'acquéreur éventuel doit donner à l'Office avis de son projet de fusion ou d'acquisition. Il ne doit pas procéder à l'opération avant d'avoir reçu de l'Office un avis indiquant que l'opération ne fera pas l'objet d'un examen ou, si elle doit le faire, avant l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la date de la décision de l'Office.
- Dès réception de l'avis d'un projet d'acquisition, l'Office doit en informer le Ministre, et le public par voie d'avis. Cet avis fixera un délai précis pour le dépôt des oppositions au projet d'acquisition. L'Office ne tiendra compte que des oppositions alléguant que l'opération proposée est contraire à l'intérêt public.
- L'Office peut divulguer des renseignements protégés sur le projet d'acquisition s'il le juge indiqué.

Processus de révision

- Toute personne peut, dans le délai fixé par règlement, s'opposer à un projet d'acquisition si elle l'estime contraire à l'intérêt public.

- Si l'acquéreur éventuel est la propriété d'intérêts étrangers, la fusion ou l'acquisition peut devoir faire l'objet d'un examen en vertu de la Loi sur Investissements Canada. Dans ce cas, le processus d'examen par l'Office ne s'applique qu'une fois que l'examen en vertu de la Loi sur Investissements Canada a été effectué.

Plaintes et conformité

- Sur réception d'une opposition relative à l'intérêt public, l'Office doit en informer le Ministre et procéder ensuite à l'examen de l'acquisition (en tenant des audiences publiques, si nécessaire).
- L'Office doit déterminer, dans un délai de 120 jours, s'il rejette ou non le projet d'acquisition et informer le requérant, tout opposant et le Ministre de sa décision.
- Dans un délai de 30 jours suivant la décision de l'Office relativement à une demande d'acquisition, le Cabinet peut, de son propre chef ou sur demande de toute personne, annuler cette décision.
- Le refus de se soumettre à ces dispositions peut entraîner une ordonnance judiciaire imposant des amendes allant jusqu'à 25 000 \$ par jour, l'obligation de se départir de l'acquisition, la suspension de tout droit à l'acquisition, ou l'assignation de l'intérêt (y compris les droits de vote liés à toute action) à un fiduciaire.

Ce dépliant fait partie d'une série de 10 publications qui présentent les points essentiels de la Loi nationale sur les transports et de la Loi sur les transports routiers. Certaines limites ou restrictions peuvent jouer, le cas échéant.

Voici la série complète de ces dépliants :

1. Un nouveau cadre pour le transport ferroviaire
2. Rationalisation du réseau ferroviaire
3. La tarification du transport ferroviaire et l'accès aux services concurrentiels
4. Un nouveau cadre pour le transport aérien
5. Le transport aérien dans le Nord et les régions éloignées
6. Approvisionnement du Nord par voie maritime
7. Une meilleure accessibilité pour les voyageurs handicapés
8. Fusions et acquisitions
9. Règlement des différends
10. La nouvelle Loi sur les transports routiers

Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à :

Le Secrétaire
Office national des transports
Ottawa (Ontario)
K1A 0N9

Téléphone : (819) 997-0344
Télex : 053-4254 ou 053-3615
Fac-similé : (819) 997-6727